

La clé de la prospérité pour l'économie du Québec Rehausser la productivité afin d'amoindrir les effets du choc démographique

Les tendances démographiques défavorables, notamment la baisse prochaine de la population active, auront des conséquences très néfastes sur le potentiel de croissance de l'économie du Québec. Tel que démontré dans un récent *Point de vue économique*¹, puis dans la mise à jour de juillet dernier², seule une accélération des gains de productivité fera une véritable différence afin d'éviter une baisse de régime trop prononcée de l'activité économique. Si l'augmentation de la productivité ne fait que se maintenir au même rythme que celle des dix dernières années soit environ 1 % en moyenne annuellement, la progression du PIB potentiel s'affaiblira sous les 1 % d'ici 2020. L'enjeu est donc crucial pour le Québec. Comme le vieillissement démographique sera semblable à celui déjà amorcé dans certains pays d'Europe et au Japon, dont l'économie est en quasi-stagnation depuis quinze ans, il importe d'agir maintenant afin de rehausser la croissance de notre productivité. Celle-ci sera la pierre angulaire de notre prospérité future.

La présente analyse fait d'abord le point sur le rôle de la productivité dans l'économie. Elle dresse ensuite un constat de la position du Québec par rapport à ses principaux partenaires commerciaux, avant d'identifier les mesures qui pourraient être prises afin de favoriser une accélération de la croissance de la productivité. Même si des gains à ce chapitre ne seront pas suffisants pour contourner les effets négatifs de la démographie, ils permettront néanmoins de limiter les dégâts. Si rien n'est fait, le niveau de vie des Québécois s'affaiblira puisque le cercle de la création de richesse sera en péril.

La contribution des secteurs public et privé sont nécessaires pour relever le défi de la productivité. Il revient d'abord aux gouvernements de créer un environnement propice afin de favoriser, entre autres, l'innovation, l'éducation et l'investissement. Les entreprises, avec la complicité des travailleurs, doivent également faire partie intégrante du processus : leur stratégie de croissance doit être appuyée par différents moyens visant à rehausser leur productivité. Le rôle des entreprises est primordial puisque ce sont leurs actions qui, en bout de piste, font la différence. Il ne s'agit pas uniquement d'établir des politiques publiques afin de créer un climat favorable à la productivité, les entreprises doivent également saisir les opportunités. Des mesures concrètes seront spécifiquement identifiées pour guider les entreprises. Ce point de vue fera à la fois l'analyse sur ces deux aspects (gouvernements et entreprises), ce qui le distinguera de la majorité des études publiées à ce jour.

¹ Voir le *Point de vue économique* « L'impact du choc démographique sur l'économie du Québec – La progression plus lente du PIB aura des conséquences multiples », 28 mai 2009.

² Voir le *Point de vue économique* « Choc démographique : une mise à jour – Le problème demeure toujours entier pour les 15 prochaines années », 22 juillet 2009.

LA PRODUCTIVITÉ : UN PILIER DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Fondamentalement, trois éléments alimentent la croissance d'une économie. Le premier est sa force de travail : plus il y a de travailleurs, plus le potentiel de production augmente. Le

second fait référence au facteur capital, qui est lié aux investissements effectués pour accroître la capacité de production ou encore l'efficacité de celle-ci. Finalement, la croissance économique repose aussi sur les gains de productivité, c'est-à-dire à la capacité d'une économie à produire plus avec une

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Yves St-Maurice
Directeur et économiste en chef adjoint

Hélène Bégin
Économiste senior

Jean-Michel Goulet
Économiste

Hendrix Vachon
Économiste

418-835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

même quantité de travail et de capital. Il existe un lien étroit entre la croissance économique et la productivité qui peut se mesurer de différentes façons (encadré 1).

Le premier pilier de la croissance économique, soit la population active sur le marché du travail, cessera bientôt de croître au Québec, puis elle amorcera une légère baisse en raison du départ massif à la retraite des baby-boomers. Comme cette vague de naissances, survenue dans la province entre 1946 et 1966, a été plus forte ici qu'ailleurs en Amérique du Nord, le départ de cette cohorte affectera davantage le bassin de travailleurs. Celui-ci est appelé à rétrécir au Québec tandis que la

progression ne fera que ralentir au Canada et en Ontario. Selon les plus récentes projections de l'Institut de la statistique du Québec, la population en âge de travailler, soit les 15 à 64 ans, commencera à fléchir dès 2014. Le potentiel de croissance de l'économie québécoise, qui a avoisiné les 2 %, en moyenne, au cours des cinq dernières années, sera du même coup réduit. Le potentiel de croissance a résulté à la fois d'une hausse annuelle de 1 % de la population active accompagnée d'une croissance de 1 % de la productivité au Québec (graphique 1 à la page 3). Comme l'augmentation du PIB réel repose à la fois sur la progression de la population active et sur les gains de productivité, le potentiel de croissance de l'éco-

Encadré 1 Mesures de la productivité

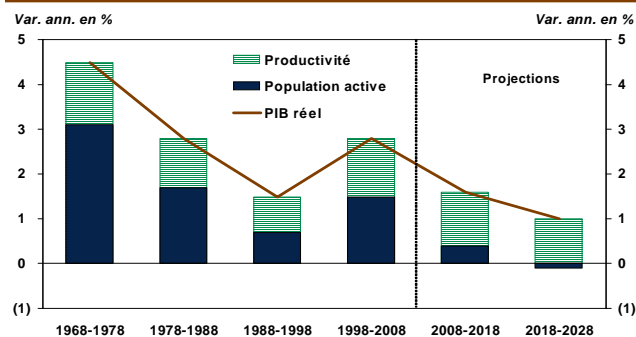
Le concept de productivité du travail est le plus largement utilisé en raison de la disponibilité des indicateurs et de sa facilité d'interprétation. Il s'agit du PIB réel par heure travaillée, soit la production d'une économie associée à une heure de travail. Si la quantité de produits fabriqués ou de services rendus à l'intérieur d'une heure de travail augmente, c'est que la productivité s'améliore. Dans le cas contraire, c'est que l'appareil de production perd de l'efficacité. Les calculs de productivité présentés dans cette analyse réfèrent presque tous à la productivité du travail. Lorsque l'autre mesure est utilisée cela sera clairement spécifié.

La deuxième mesure, qui est celle de la productivité multifactorielle, s'apparente aux gains d'efficacité en lien avec l'utilisation des facteurs travail et capital dans le processus de production. La productivité multifactorielle est un résidu : elle mesure ce qui reste après avoir soustrait la contribution du capital et de la main-d'œuvre à la croissance de la production. Sur une longue période, la croissance de la productivité multifactorielle reflète principalement la contribution de l'innovation dans les entreprises. La productivité multifactorielle n'est pas directement observable : on ne peut que quantifier sa variation de façon indirecte. En théorie, la variation en pourcentage de la production (Y) peut être expliquée par celles des quantités de travail (L) et de capital (K), puis celle de la productivité multifactorielle (PMF). Comme le montre l'équation suivante, lorsqu'on dispose de données sur la production, le travail et le capital, on peut obtenir une valeur résiduelle qui correspond à la variation en pourcentage de la productivité multifactorielle. Les coefficients α et β correspondent respectivement au poids relatif du capital et du travail employés dans le processus de production.

$$\frac{\Delta Y}{Y} = \alpha \frac{\Delta K}{K} + \beta \frac{\Delta L}{L} + \frac{\Delta PMF}{PMF} \Leftrightarrow \frac{\Delta PMF}{PMF} = \frac{\Delta Y}{Y} - \alpha \frac{\Delta K}{K} - \beta \frac{\Delta L}{L}$$

Cette approche mesure donc l'efficacité avec laquelle le travail et le capital sont utilisés dans le processus de production. Ce calcul a toutefois le désavantage d'être complexe, ce qui rend parfois ardues les comparaisons à l'échelle internationale ou provinciale dans le cas du Canada. La plupart des chiffres de la productivité présentés dans ce point de vue font donc simplement référence au PIB réel par heure travaillée.

Des estimations de productivité multifactorielle ont cependant été effectuées pour le Québec et l'Ontario afin d'établir un point de comparaison approximatif avec le Canada. Les coefficients de l'équation, α et β , qui sont disponibles uniquement pour le pays, ont été utilisés au niveau provincial. Le facteur capital a aussi dû être estimé à partir de certaines statistiques canadiennes. Le stock de capital est en effet disponible pour chacune des provinces, mais plusieurs ajustements ne sont pas appliqués aux séries provinciales. Malgré ces lacunes, nos estimations permettent de décomposer la croissance économique du Québec et de l'Ontario afin d'établir la contribution de chacun des facteurs de production : la main-d'œuvre, le capital et les gains d'efficacité qui peuvent être associés à l'innovation. Les résultats doivent cependant être interprétés avec prudence en raison des estimations nécessaires pour les calculer. Cette approche permet néanmoins d'approfondir l'analyse comparative de la productivité du Québec par rapport à ses voisins. Les résultats sont présentés à la page 9.

Graphique 1 – La croissance économique du Québec reposera bientôt uniquement sur les gains de productivité*


* La productivité est calculée de façon résiduelle (variation du PIB réel moins celle de la population active).
 L'hypothèse d'une productivité constante (1998-2008) a été retenue pour les projections.
 Sources : Conference Board, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

nomie perdra un de ses deux points d'appui. Étant donné la stagnation prévisible de la population active, et, par la suite, le léger recul de celle-ci, des gains de productivité annuels d'au moins 2 % seront alors, en principe, nécessaires pour éviter un affaiblissement de la croissance économique. Par conséquent, il importe de faire le point sur la situation de la productivité au Québec afin de mieux dégager les avenues qui favoriseront une augmentation plus rapide de celle-ci.

Selon la théorie économique, une diminution du bassin de main-d'œuvre peut engendrer une hausse systématique des gains de productivité (encadré 2). Comme la démographie particulièrement défavorable au Québec se traduira bientôt par une rareté de travailleurs, la productivité pourrait tout

Encadré 2

Des gains faciles de productivité?

D'après la théorie économique, une partie des gains de productivité nécessaire à la croissance du PIB réel devrait se réaliser presque automatiquement. En effet, en considérant que la productivité marginale du travail diminue habituellement avec le nombre de travailleurs³, une réduction de la force de travail se traduit par une hausse du ratio de productivité. En d'autres mots, le travail est utilisé plus efficacement de sorte que la production par travailleur augmente.

Cette conclusion peut être démontrée de façon analytique. Le concept de productivité du travail traité dans ce point de vue peut s'exprimer par le rapport entre la production totale (Y) et la quantité de travail (L) disponible. Soit la fonction de production avec des rendements d'échelle constants $Y = AL^\alpha K^{1-\alpha}$, où « A » est une variable mesurant le degré de développement technologique, « L » la quantité de travail disponible et « K » la quantité de capital productif disponible, la productivité du travail (PL) est alors égale à $\frac{AL^\alpha K^{1-\alpha}}{L}$.

En calculant la variation du ratio de productivité du travail à la suite d'une variation marginale du facteur travail, on obtient une expression mathématique de signe négatif, ce qui signifie qu'une hausse du facteur travail réduit le ratio de productivité du travail, alors qu'une baisse du facteur travail le fait augmenter.

$$\frac{\partial(PL)}{\partial L} \cong \frac{\Delta(PL)}{\Delta(L)} = (\alpha - 1) \frac{AL^\alpha K^{1-\alpha}}{L^2} < 0, \text{ car } \alpha < 1.$$

L'augmentation de la productivité par travailleur obtenue à la suite de la réduction du facteur travail n'est pas suffisante pour combler entièrement le vide. Une démonstration numérique, pour le Canada, peut d'ailleurs être faite en remplaçant les variables de ces équations théoriques par des valeurs hypothétiques. Selon des données publiées par l'OCDE, le coefficient α , qui correspond à la part du coût du travail dans le coût total des facteurs de production, s'est situé en moyenne à 0,774 au Canada entre 2001 et 2007. En allouant cette valeur au coefficient α , une valeur de départ égale à 100 pour le travail, puis une valeur fixe de 1 pour les autres variables, on obtient un ratio de 0,3532 unité de production par unité de travailleurs. Cependant, en diminuant de 1 % la quantité de travail disponible (la quantité de travail passe de 100 à 99), le ratio augmente à 0,3540 unité de production par unité de travailleur. Il s'agit en fait d'une hausse d'environ 0,23 % de la productivité pour une baisse de 1 % du travail disponible. Cette diminution de 1 % de la force de travail implique donc un recul net d'environ 0,77 % du rythme de croissance de l'activité économique du pays. Un constat semblable vaut également pour le Québec : la diminution du facteur travail, n'entraînera pas automatiquement des gains de productivité suffisants. Des moyens plus concrets doivent donc être identifiés pour rehausser la productivité et empêcher un affaiblissement de la progression du PIB réel de la province.

³ Toutes autres choses étant égales par ailleurs.

simplement augmenter en raison d'une utilisation plus intense du capital au détriment de la main-d'œuvre. Ces gains, qui paraissent faciles à réaliser, ont cependant des limites. De véritables efforts doivent être faits et des solutions doivent être identifiées afin de rehausser notre productivité. Les gouvernements ont un rôle important à jouer afin d'établir un climat général positif. Le rôle des entreprises et des employés l'est tout autant. Des actions concrètes seront d'ailleurs clairement identifiées afin de les guider dans leur recherche d'une meilleure productivité.

LE NIVEAU DE VIE DÉPEND DE LA PRODUCTIVITÉ

Dans la plupart des pays industrialisés, et plus particulièrement au Québec, l'accélération de la croissance de la productivité sera incontournable pour éviter que les tendances démographiques défavorables provoquent un ralentissement trop prononcé de la croissance économique. Les implications sont toutefois plus nombreuses : l'évolution de la productivité est étroitement liée à celle des salaires et au niveau de vie d'une société. En fin de compte, c'est toute la création de richesse et, par ricochet, la prospérité d'une nation qui en dépend. Notons toutefois que la productivité n'est pas le seul moyen d'augmenter le niveau de vie. À l'échelle internationale, la relation entre la productivité et les salaires (incluant les avantages sociaux des employés) est clairement établie. Parmi les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)⁴, ceux qui affichent les plus forts gains de productivité, notamment certains pays de l'Europe de l'Est et de la Corée du Sud, bénéficient des plus fortes hausses de salaire (graphique 2). Bien entendu, le fait que ces économies soient à un stade moins avancé de leur développement facilite l'augmentation de la productivité. En théorie, les gains de productivité des économies émergentes sont très élevés dans les premières phases de leur développe-

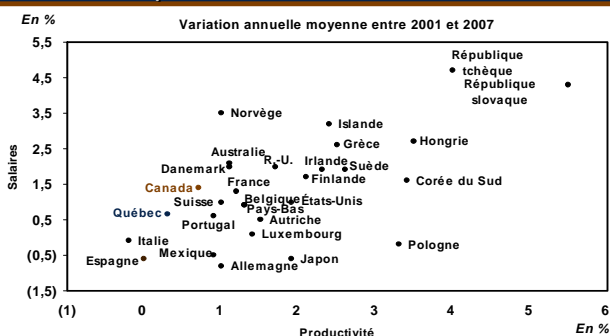
ment puis s'affaiblissent à mesure qu'elles s'approchent d'un certain niveau de maturité. Pour les économies industrialisées, les gains de productivité additionnels sont plus difficiles à réaliser et les augmentations de salaire y sont, par conséquent, moins élevées. D'où l'importance d'investir massivement, mais surtout, de mettre l'emphase sur l'innovation, le développement technologique, l'efficacité des processus de production, l'éducation et la formation continue de la main-d'œuvre.

Parmi les principales économies industrialisées, la position du Québec et du Canada n'a rien d'enviable. Les gains de productivité ont été inférieurs à 1 % pour la période de 2001 à 2007, ce qui s'est traduit par des hausses salariales avoisinant les 1 % en excluant l'inflation. Le rapport Fortin⁵ a même démontré qu'à long terme, une réduction de 1 % de l'écart de la productivité se traduit par une réduction de 1 % de l'écart de la rémunération globale (l'inverse est également vrai). Il est donc clair qu'une meilleure productivité entraîne une réduction de coûts pour les entreprises, ce qui permet d'accorder des hausses de salaire supérieures aux employés et favorise généralement une augmentation du niveau de vie⁶.

La relation entre la productivité et la rémunération horaire, en termes réels, est également assez étroite. Celle-ci a même l'avantage d'être plus précise que la rémunération globale des employés puisqu'elle permet de comparer le coût d'une heure de travail, peu importe le nombre de travailleurs ou encore le nombre d'heures travaillées par chacun d'entre eux. Le concept plus large des salaires utilisés précédemment a le désavantage d'être influencé par ces deux éléments. Depuis une dizaine d'années, les salaires horaires réels ont d'ailleurs augmenté à un rythme semblable à celui de la productivité au Québec (graphique 3 à la page 5). Comme les gains de productivité ont été nettement inférieurs à ceux du Canada, l'augmentation de la rémunération horaire l'a également été (graphiques 4 et 5 à la page 5). Pour la même période, la croissance de la productivité du Québec et de l'Ontario a été similaire, tout comme celle de la rémunération.

Pour plusieurs, la notion de productivité du travail est associée à une réduction de l'emploi. Si chacun des employés devient plus productif, moins de travailleurs seront nécessaires pour exécuter le même travail. Cela peut être le cas dans

Graphique 2 – Lien assez étroit entre l'augmentation de la productivité et celle des salaires réels



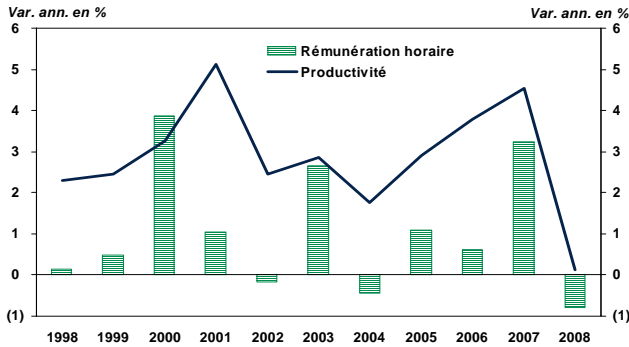
* La productivité correspond à la production par travailleur et les salaires sont aussi calculés par travailleur. Sources : Organisation de coopération et de développement économique, Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

⁴ L'OCDE compte 30 pays membres : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.

⁵ FORTIN, Pierre, CORRIVEAU, Andrée et BOIVIN, Jean, « L'investissement au Québec : on est pour » Rapport du Groupe de travail sur l'investissement des entreprises, publié à la demande du gouvernement du Québec, Mars 2008.

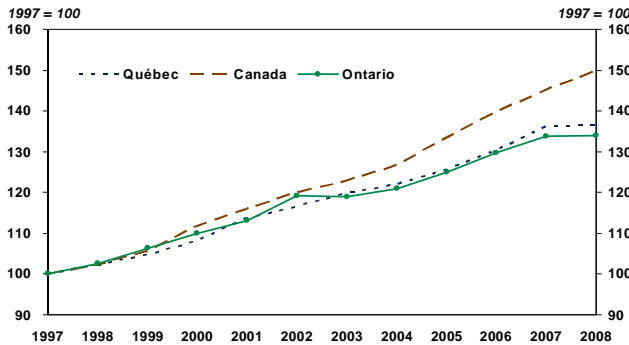
⁶ Le niveau de vie est généralement mesuré par le PIB par habitant et réfère ainsi à un concept global de richesse. Ce calcul fait toutefois abstraction du bien-être individuel qui peut par exemple être affecté par des inégalités sociales importantes. La qualité de vie n'est pas non plus prise en compte. L'indice de développement humain des Nations-Unies a été développé pour combler ces lacunes. Il permet à la fois de cerner la réussite économique et sociale d'une nation.

Graphique 3 – La progression de la rémunération horaire réelle suit généralement celle de la productivité au Québec



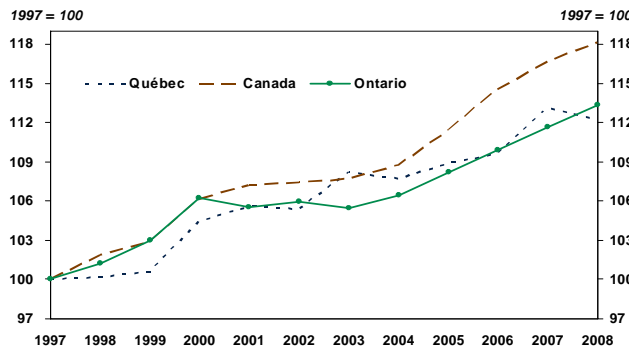
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 4 – Le Québec et l'Ontario affichent des gains de productivité du travail plus faibles que le Canada



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 5 – La rémunération horaire réelle augmente moins rapidement au Québec et en Ontario



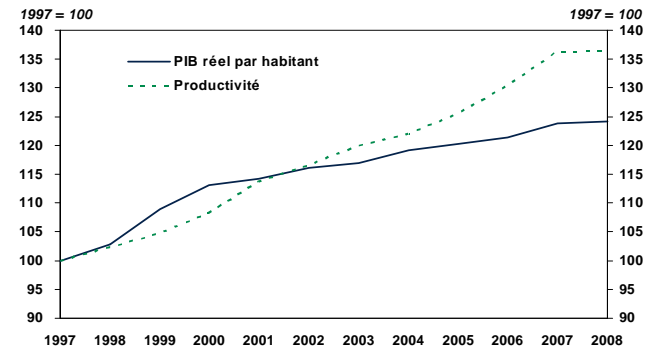
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

certaines entreprises ou même dans certains secteurs de l'économie qui n'hésitent pas à réduire leurs coûts de main-d'œuvre pour être plus compétitifs sur les marchés extérieurs en vue de faire face à l'intensification récente de la concurrence. Dans un contexte de mondialisation accrue, la survie même de certaines entreprises est en jeu et la poursuite de leurs activités dépend de la capacité de celles-ci à effectuer des gains de productivité élevés, voire suffisants à leur réussite. Néanmoins, les emplois maintenus, et parfois ceux qui sont créés, sont habituellement mieux rémunérés parce qu'ils

amènent une valeur ajoutée accrue pour l'entreprise⁷. Ces travailleurs, mieux payés, peuvent ainsi consommer davantage de biens et de services ce qui, par ricochet, permet de créer de nouveaux emplois dans d'autres secteurs, notamment dans celui des services.

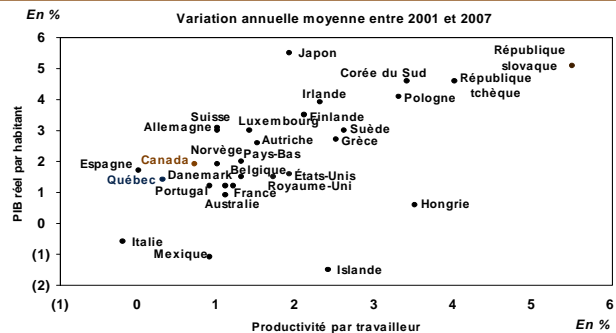
Selon la théorie économique, la rémunération réelle des travailleurs doit en principe correspondre à la productivité marginale du travail. Si les salaires sont trop élevés par rapport à la productivité, l'entreprise a intérêt à embaucher moins de travailleurs. À l'inverse, si les salaires sont inférieurs à la productivité, alors l'entreprise a tout intérêt à grossir ses effectifs. Au bout du compte, une productivité plus forte entraîne généralement des augmentations salariales supérieures, ce qui permet d'accroître le niveau de vie de l'ensemble d'une nation. La relation entre l'augmentation de la productivité et du niveau de vie est très étroite au Québec (graphique 6) comme pour la plupart des économies industrialisées. Sur une longue période, les pays qui affichent les plus fortes croissances de la richesse collective dominent au chapitre des gains de productivité (graphique 7).

Graphique 6 – La croissance de la productivité a entraîné une hausse du niveau de vie au Québec



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 7 – Lien étroit entre l'augmentation du niveau de vie et celle de la productivité*



* La productivité correspond à la production par travailleur.
Sources : Organisation de coopération et de développement économique et Desjardins, Études économiques

⁷ KOZHAYA, NORMA, « La productivité : comment l'améliorer pour assurer un meilleur niveau de vie aux Québécois », Conseil du patronat du Québec, Mai 2008.

LA POSITION MONDIALE DU CANADA S'EFFRITE

De façon générale, l'évolution des gains de productivité est un bon indicateur de l'état de santé d'une économie ou d'une nation. Cette mesure d'efficacité sert notamment à comparer la performance de pays différents ou d'une province à l'autre. Sauf indication contraire, le concept de productivité du travail utilisé dans cette analyse correspond au PIB réel par heure travaillée. Pour le secteur manufacturier, la croissance de la productivité revêt une importance capitale, surtout dans un contexte de forte appréciation du dollar canadien et de l'intensification récente de la concurrence mondiale. Pour éviter que sa position concurrentielle ne se détériore davantage et pour maintenir son niveau de vie relatif, il est donc primordial que le Canada affiche des gains de productivité au moins comparables à ceux de ses principaux partenaires commerciaux.

Voyons d'abord comment se classe le Canada à ce chapitre depuis quelques années. Si des lacunes sont déjà perceptibles, il faudra redoubler d'efforts afin de non seulement rattraper nos voisins, mais aussi tenter de les surpasser. L'objectif : combler d'abord l'écart de productivité puis parvenir à se hisser dans le peloton de tête. Au niveau international, le regroupement des pays membres de l'OCDE constitue le point de référence le plus large et surtout le plus pertinent aux fins de comparaison. Alors que les gains de productivité de l'Amérique du Nord évoluaient au même rythme que ceux de l'OCDE de 1995 à 2000, leur trajectoire s'est considérablement distancée depuis. Une augmentation plus rapide de la productivité est survenue aux États-Unis tandis que le Canada n'a pas réussi à maintenir la même cadence que les pays de l'OCDE (graphique 8). Le constat est le même avec les autres principaux pays industrialisés membres du G-7. Le Canada affiche donc un retard chronique au niveau international qui s'est aggravé depuis le début de la décennie. La meilleure performance des États-Unis et aussi de plusieurs pays comparables au Canada s'appuie par les investissements massifs dans les TIC (technologies de l'information et des communications) qui ont permis à la productivité de s'accroître plus rapide-

ment. Selon un récent rapport d'un comité d'experts⁸, le retard de la croissance de la productivité au Canada est principalement attribuable au faible niveau d'innovation dans les entreprises. Nous y reviendrons en détail un peu plus loin.

La croissance inférieure de la productivité du Canada depuis le tournant des années 2000 s'observe aussi par un affaiblissement de sa compétitivité à l'échelle internationale (tableau 1). Le classement effectué par le Forum économique mondial, qui tient compte de nombreux aspects de la compétitivité, est éloquent à cet égard. Alors que le Canada se situait au septième rang au début de la décennie, parmi une centaine de pays en lice, il a par la suite glissé en neuvième position cette année. La performance des États-Unis est cependant restée enviable, malgré les deux récessions survenues depuis le début de la décennie, grâce à la forte accélération de la croissance de la productivité pendant cette période.

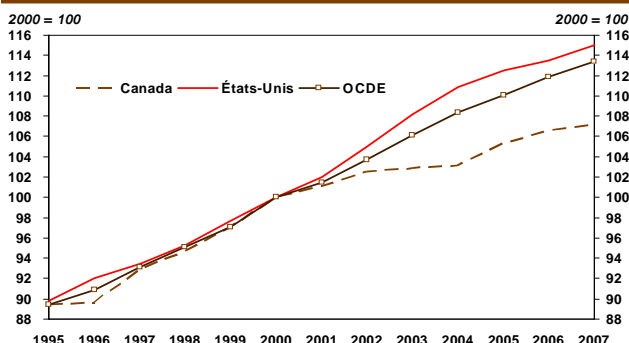
Tableau 1 - La compétitivité globale du Canada se détériore

Pays	Rang 2000	Rang 2009	Indice 2009
Suisse	10	1	5,60
États-Unis	1	2	5,59
Singapour	2	3	5,55
Suède	13	4	5,51
Danemark	14	5	5,46
Finlande	6	6	5,43
Allemagne	15	7	5,37
Japon	21	8	5,37
Canada	7	9	5,33
Pays-Bas	4	10	5,32

Sources : Forum économique mondial et Desjardins, Études économiques

L'indice de compétitivité du Forum économique mondial est basé sur un ensemble de facteurs servant à évaluer le climat économique global d'un pays. Au début de la décennie, ces facteurs étaient regroupés en trois catégories : la qualité de l'environnement macroéconomique, l'état des institutions publiques et le niveau d'avancement technologique. Avec les années, le nombre de catégories a augmenté et en 2009 on en comptait douze incluant, entre autres, l'innovation. Cet indice global a l'avantage de bien compléter le diagnostic de la productivité afin d'établir la position concurrentielle du Canada dans le monde et de juger de son évolution au fil des ans. L'OCDE a d'ailleurs clairement établi que la stimulation des gains de productivité est en lien avec l'environnement global des entreprises⁹.

Graphique 8 – Le Canada fait mauvaise figure au plan international au chapitre de la productivité



Sources : Organisation de coopération et de développement économique et Desjardins, Études économiques

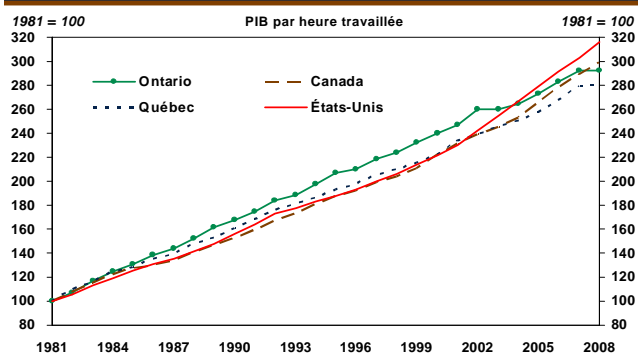
⁸ CONSEIL DES ACADEMIES CANADIENNES, « Innovation et stratégies d'entreprise : pourquoi le Canada n'est pas à la hauteur », Juin 2009, disponible en ligne à <http://www.scienceadvice.ca/fr/innovation.html>

⁹ OCDE, Synthèses, « Étude économique du Canada », Juin 2006.

LE QUÉBEC FAIT-IL MIEUX?

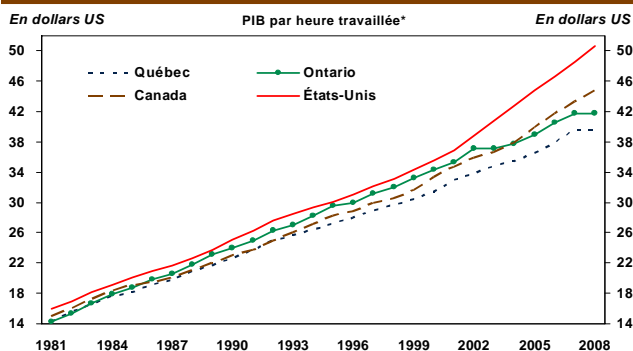
Depuis une dizaine d'années, le statut du Canada au niveau mondial s'est beaucoup détérioré au chapitre de la productivité. Le constat est encore plus désolant pour le Québec. Jusqu'au début des années 2000, la province suivait grosso modo le rythme du Canada et des États-Unis en ce qui a trait à la croissance de la productivité, tandis que l'Ontario devançait systématiquement ses principaux partenaires commerciaux (graphique 9). Depuis le début de la décennie, le Québec a été distancé par le Canada et a pris un sérieux retard avec les États-Unis. L'écart entre le niveau de productivité du Québec et celui de ses voisins s'est donc considérablement élargi (graphique 10). L'an dernier, chaque heure de travail aux États-Unis permettait de produire l'équivalent de 50,70 \$ US comparativement à 44,80 \$ US au Canada, 41,80 \$ US en Ontario et 39,60 \$ US au Québec¹⁰. Comme la productivité croît moins rapidement au Québec, l'écart du niveau de la production par heure travaillée s'est élargi de façon inquiétante depuis une dizaine d'années.

Graphique 9 – La croissance de la productivité a pris du retard au Québec



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 10 – Niveau de la productivité du travail : le Québec s'est fait distancer par ses voisins



* Données ajustées avec la parité des pouvoirs d'achat.
 Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Tel que démontré précédemment, les faibles gains de productivité depuis le début des années 2000 au Canada ont contribué à l'affaiblissement de sa position concurrentielle dans le monde. Comme le Québec s'est lui-même distancé des principaux joueurs en Amérique du Nord, son classement à l'échelle internationale s'est par le fait même détérioré. Rappelons que la productivité du travail est le déterminant le plus important du niveau de vie à long terme d'une économie ou d'une nation. Si le Québec veut éviter de s'appauvrir par rapport aux principaux pays industrialisés, il faut dès maintenant redoubler d'efforts afin d'accélérer la productivité.

Celle-ci dépend d'un ensemble de facteurs. Parmi les plus importants, il y a d'abord l'innovation, le niveau d'éducation et la formation de la main-d'œuvre, les investissements en machine et équipements ainsi que le régime fiscal et la réglementation. La taille des entreprises, la structure industrielle d'une économie, la flexibilité des travailleurs, et même, selon certains, le taux de syndicalisation peuvent également influencer sur le rythme de croissance de la productivité. Il importe donc de dégager un constat de plusieurs de ces aspects afin de déceler les failles susceptibles de nuire à la croissance de la productivité au Québec.

L'INNOVATION : UN RÔLE CLÉ

Parmi les divers facteurs qui influencent la productivité, l'innovation s'avère la plus déterminante. L'innovation constitue l'élément qui permet à l'économie d'augmenter la production de biens et services à partir de quantités de ressources fixes. Selon le rapport du Conseil des académies canadiennes¹¹, l'innovation fait référence à de nouvelles et de meilleures façons de créer plus de richesse. La compétitivité des entreprises s'en trouve renforcée puisqu'elles utilisent plus efficacement leurs ressources. L'innovation ne se limite pas aux produits, mais inclut également l'amélioration des processus.

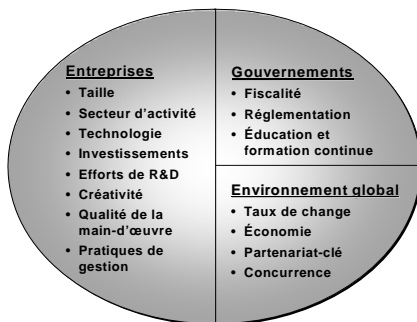
L'innovation réfère à deux concepts distincts. Il y a d'abord l'innovation « pure », associée aux grandes découvertes qui bouleversent le mode de fonctionnement de l'économie dans son ensemble : l'invention de l'automobile, de l'ordinateur personnel et de la puce électronique en sont de bons exemples. Ces technologies ont été déployées à l'échelle mondiale, ce qui a permis à la productivité de faire momentanément un saut spectaculaire. Outre ce type d'innovation qui nous vient spontanément à l'esprit, l'innovation continue qui est à la portée de toutes les entreprises explique la majeure partie des gains de productivité réalisés au cours des dernières années. Cette forme d'innovation fait référence à l'amélioration

¹⁰ Ces calculs ont été effectués par Jean-Pierre Maynard, Chef des mesures de productivité à Statistique Canada. Le PIB nominal est ajusté avec la parité des pouvoirs d'achat.

¹¹ CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES, « Innovation et stratégies d'entreprises : pourquoi le Canada n'est pas à la hauteur », version abrégée du rapport, Avril 2009.

ration des processus de production de biens ou de services, que ce soit au niveau de la conception, de la mise en marché ou de la distribution. L'innovation dépasse donc le cadre des inventions et elle doit faire partie intégrante de la stratégie des entreprises. Selon ce comité d'experts, c'est l'amélioration continue, plutôt que les inventions, qui est principalement responsable de la croissance de la productivité. L'innovation dépend aussi de plusieurs facteurs tous reliés les uns aux autres (schéma 1).

Schéma 1 – L'innovation dépend de la combinaison de plusieurs facteurs : les rôles de l'État et des entreprises se côtoient



Sources : Thales Canada Inc. et Desjardins, Études économiques

Les pratiques de gestion figurent entre autres parmi ces facteurs ayant une forte incidence sur l'innovation et sur les gains de productivité. La firme McKinsey & Company a d'ailleurs publié les résultats d'études approfondies à ce sujet¹²⁻¹³. Les auteurs concluent que de bonnes pratiques de gestion favorisent davantage l'innovation et les gains de productivité que d'autres facteurs comme la localisation géographique, le cadre réglementaire ou le niveau de concurrence. Il pourrait s'agir d'une avenue intéressante à explorer pour plusieurs entreprises du Québec. Parmi les pratiques innovatrices récentes, on note souvent l'approche *just-in-time*, le développement d'outils pour suivre le cheminement d'un produit à chaque étape de la production et en évaluer la performance ainsi que la qualité, la capacité des entreprises à attirer des talents et à les conserver, de nouvelles formes de reconnaissance pour le rendement des employés, etc. Cependant, il n'existe pas de recette miracle. La taille d'une entreprise, son secteur d'activité, la composition de sa main-d'œuvre et bien d'autres facteurs peuvent justifier des pratiques de gestion différentes, mais tout aussi bien adaptées.

¹² Stephen J. Dorgan, John Dowdy, and Thomas M. Rippin. « The link between management and productivity », McKinsey Quarterly, Février 2006.

¹³ Stephen J. Dorgan and John Dowdy. « How good management raises productivity », McKinsey Quarterly, Novembre 2002.

L'INNOVATION PASSE AUSSI PAR LA CRÉATIVITÉ

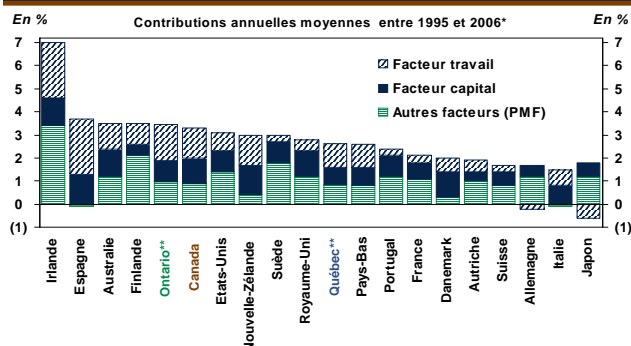
Une entreprise peut ainsi déterminer des façons d'être plus efficaces à chacune des étapes de son processus global : l'approvisionnement des matières premières, le design des produits, la fabrication, la mise en marché, l'expédition et même le service après-vente. L'objectif doit viser à être le plus concurrentiel possible dans chacune des activités de production. La quête des meilleures façons de faire doit aussi faire appel aux fournisseurs directement impliqués au début du processus global de production. L'innovation dépend aussi de la capacité de chacun des employés à identifier puis à modifier au besoin des façons de faire pour travailler plus efficacement ou pour rehausser la qualité ou l'originalité des produits ou services. Au-delà des dépenses en recherche et développement et des investissements en machine et équipements, c'est le concept de créativité, très difficilement mesurable, qui peut faire la différence entre une productivité forte ou faible. Les gouvernements peuvent mettre en place les conditions pour favoriser l'investissement et la recherche et développement, mais il revient aussi aux entreprises d'établir un cadre qui permet l'émergence de nouvelles idées susceptibles d'accroître leur compétitivité ainsi que celle de la nation dans son ensemble.

La créativité, ainsi que le degré d'innovation en général est toutefois difficile à évaluer pour une entreprise et encore plus pour l'économie dans son ensemble. Afin de déterminer la performance relative du Canada dans le monde et même celle du Québec et de l'Ontario en regard de ses voisins, il faut habituellement se limiter à quelques indicateurs directement observables, tels que les dépenses en R&D et l'investissement en machine et équipements. Comme leur analyse traitée plus loin donne une vision partielle du niveau d'innovation, nous avons poussé les calculs de productivité multifactorielle à l'échelle provinciale. Ce concept fait référence, en outre, au niveau global d'innovation dans les entreprises, soit l'augmentation de la production qui ne peut pas s'expliquer par la contribution du facteur capital ni celle de la main-d'œuvre.

Au niveau international, les calculs sont bien établis. La comparaison du Canada par rapport à une vingtaine de pays de l'OCDE¹⁴ permet de déceler une faille importante du côté de l'innovation. Pour la période de 1995 à 2006, le Canada se classe bien par rapport aux principaux pays industrialisés en termes de progression de son économie. La décomposition de cette croissance montre une contribution satisfaisante des facteurs de production du capital et du travail, mais une lacune importante du côté des gains d'efficacité (productivité multifactorielle). En fait, dans le classement présenté (graphique 11 à la page 9), 11 pays sur 18 affichent de meilleurs

¹⁴ Même si 30 pays font dorénavant partie de l'OCDE, la comparaison se limite à 18 pays dont la structure de l'économie se rapproche le plus du Canada.

Graphique 11 – Décomposition de la croissance du PIB réel



* 1995 à 2005 pour l'Autriche, le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, le Portugal, et le Royaume-Uni.

** Estimation de Desjardins à partir de données de base publiées par Statistique Canada.

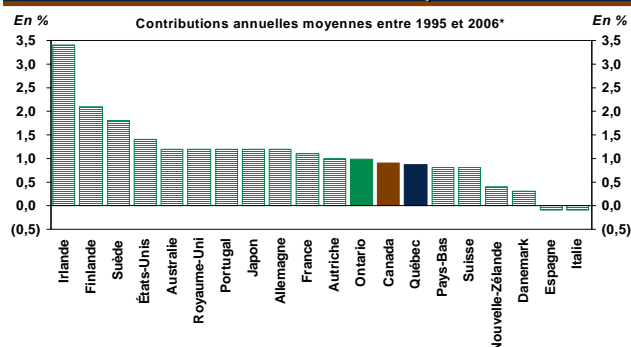
Sources : Organisation de coopération et de développement économique, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

résultats que le Canada à ce chapitre. Or, le vieillissement de la population qui se fera sentir au cours des prochaines années au Canada risque de ralentir considérablement l'apport du facteur main-d'œuvre. Si les efforts d'innovation restent insuffisants, la position internationale du Canada en termes de progression du PIB réel ne pourra que s'effriter.

Pour le Québec et l'Ontario, les estimations de la productivité multifactorielle doivent être interprétées avec prudence (encadré 1 à la page 2). Ils permettent néanmoins d'établir que les gains d'efficacité, en bonne partie associés à l'innovation, sont semblables à ceux du Canada pour la période équivalente. Compte tenu du vieillissement démographique, la contribution du facteur travail est appelée à ralentir au cours des prochaines années en Ontario, et même à devenir négative au Québec, comme c'est le cas depuis une dizaine d'années au Japon. Il faudra donc redoubler d'efforts en matière d'innovation pour empêcher un ralentissement trop brutal de la croissance économique.

Certains pays scandinaves ont pris ce virage au cours des dernières années, ce qui semble d'ailleurs avoir donné un nouveau souffle à leur économie. L'Irlande, la Suède et la Finlande se sont démarqués au niveau de l'innovation, comme

Graphique 12 – Contribution de la productivité multifactorielle à la croissance économique



* 1995 à 2005 pour l'Autriche, le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni.

Sources : Organisation de coopération et de développement économique et Desjardins, Études économiques

le suggère la contribution de la productivité multifactorielle (graphique 12). La Finlande a d'ailleurs pris le virage à la suite de la grave crise économique de 1991. « Grâce aux efforts concertés du gouvernement et des entreprises, la Finlande s'est engagée à transformer son économie pour en faire l'une des plus avancées au monde au plan technologique. L'expérience de la Finlande démontre qu'avec une stratégie concertée de concentration de ressources sur les activités et les investissements d'innovation, mais aussi de développement des entreprises et des secteurs nationaux axés sur le marché mondial, on peut, en très peu de temps, transformer une économie nationale à la traîne pour en faire un chef de file mondial »¹⁵.

Comment se positionne le Québec au chapitre de l'innovation? Au-delà des calculs élaborés de la productivité multifactorielle qui constitue une bonne approximation du degré d'innovation d'une économie, des indicateurs plus accessibles, comme l'importance des dépenses en recherche et développement et de l'investissement en machine et équipements donnent un éclairage plus conventionnel. Leur survol permettra de compléter le diagnostic qui guidera les pistes d'amélioration.

LE QUÉBEC FAIT BIEN EN R&D

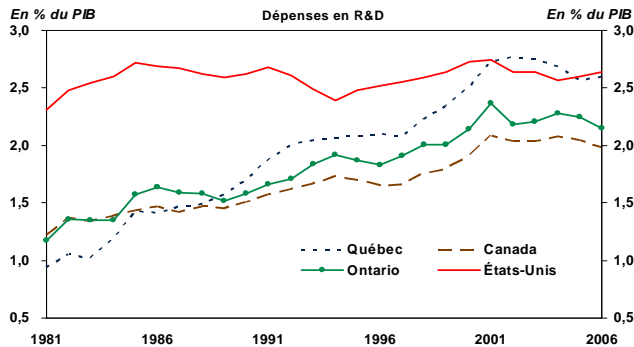
Selon une étude de l'OCDE¹⁶, une augmentation durable de 0,1 % des dépenses en recherche et développement (par rapport à la taille de l'économie) rehausse le PIB réel par habitant d'environ 1,2 % à long terme. Les dépenses en R&D se traduisent non seulement par des gains de productivité dans l'entreprise innovante, mais aussi dans toutes celles qui implantent par la suite les nouvelles technologies issues de cet effort de recherche. La R&D est souvent associée au développement de nouveaux produits ou à la mise au point de nouveaux processus de production.

Or, le Québec fait bonne figure en ce qui a trait à la recherche et développement. Ce type de dépenses s'est même accéléré dans la deuxième moitié des années 1990. Depuis quelques années, le Québec surpasse le Canada et l'Ontario et fait presque aussi bien que les États-Unis, lorsqu'on tient compte de la taille de son économie (graphique 13 à la page 10). Pour la période de 2000 à 2006, qui concorde avec la disponibilité des indicateurs au niveau international, le Québec se classe bien puisqu'il arrive ex aequo avec les États-Unis (graphique 14 à la page 10). Ce succès repose en partie sur l'importance de l'industrie pharmaceutique au Québec, un secteur qui affiche

¹⁵ Extrait de l'Encadré A, p.8, du rapport du CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES, « Innovation et stratégies d'entreprise : pourquoi le Canada n'est pas à la hauteur », Juin 2009.

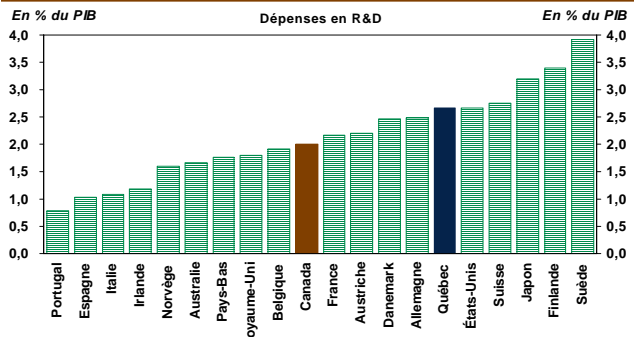
¹⁶ OCDE, « Comprendre la croissance économique : analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise », 2004, p.50.

Graphique 13 – Taux d’investissement en recherche et développement : le Québec fait très bien



Sources : Statistique Canada, National Science Foundation et Desjardins, Études économiques

Graphique 14 – Le Québec se classe bien au niveau international pour les dépenses en recherche et développement*



* Période de 2000 à 2006. Pour certaines années, les données étaient non disponibles pour l’Australie, le Danemark, l’Italie, la Norvège, la Suède et la Suisse.
Sources : Banque mondiale et Desjardins, Études économiques

l’un des taux d’intensité les plus élevés en recherche. Les sommes investies dans ce secteur contribuent à gonfler les dépenses en recherche et développement, mais cela ne débouche pas nécessairement sur la commercialisation d’un nouveau médicament, ce qui biaise un peu les retombées possibles en innovation pour l’ensemble de l’économie de la province.

Le régime fiscal de la province, qui se distingue par des crédits d’impôt, est sûrement aussi à l’origine des efforts de recherche importants. Par ses politiques, le gouvernement du Québec a instauré un climat favorable à la recherche et au développement. Toutes proportions gardées, le Québec est l’une des économies parmi les plus accueillantes en Amérique du Nord même si plusieurs États américains offrent des subventions et des crédits d’impôt aux entreprises. Ces incitatifs fiscaux méritent d’être maintenus puisque la R&D contribue directement à la productivité des entreprises. Cette mesure ne peut cependant, à elle seule, entraîner des gains de productivité aussi importants qu’aux États-Unis.

Lorsque la recherche porte fruit, il faut l’implanter dans les industries afin que les sommes investies en innovation se traduisent par des gains concrets au chapitre de la productivité.

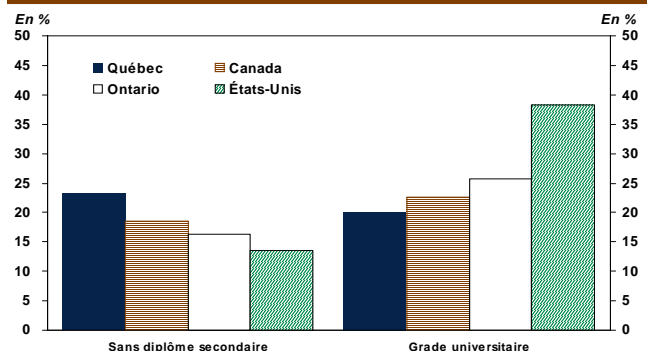
Pour ce faire, il faut intensifier le partenariat entre les entreprises et les universités, les laboratoires publics et privés et les acteurs de la recherche industrielle. Même à l’intérieur des entreprises, les équipes de recherche et développement doivent travailler en étroite collaboration avec les autres employés de l’entreprise afin de mieux cibler leurs projets et favoriser une meilleure application de leurs travaux. Les sommes investies doivent dépasser le cadre de la recherche afin de réussir à faire une différence au niveau de la productivité. Même si le Québec fait bien au chapitre des dépenses en R&D, une meilleure application des découvertes au sein des industries pourrait rendre les entreprises encore plus productives.

L’INNOVATION PASSE PAR LE SAVOIR

L’un des meilleurs moyens de favoriser l’innovation et, par conséquent, la productivité c’est de disposer d’une main-d’œuvre hautement qualifiée. Le capital humain constitue en fait le tremplin d’une économie. La compétence des travailleurs dépend de leur scolarisation, mais aussi de la formation qui assure la mise à jour des connaissances dans un monde en constante évolution et de plus en plus hautement concurrentiel. De moins en moins de barrières commerciales existent et plusieurs accords de libre-échange entre divers pays ont été signés récemment. Même s’il appartient d’abord au gouvernement de s’assurer de la qualité de l’éducation, les entreprises doivent également y participer par le biais de la formation continue. C’est aussi du ressort de chaque individu d’avoir la volonté de repousser leurs limites, d’être ouvert à l’innovation et aux changements.

La Révolution tranquille des années 1960 a permis au Québec de rattraper son retard en matière d’éducation. La province a, par la suite, fait sa marque dans la nouvelle économie en devenant l’un des chefs de file mondial dans certains domaines comme l’aéronautique ou l’industrie du jeu vidéo. Même si le Québec a fait des progrès importants au cours des dernières décennies au niveau de la scolarité, il affiche toujours certaines lacunes. La proportion de la population de 25 ans et plus

Graphique 15 – Niveau de scolarité des 25 ans et plus en 2008 : le Québec fait mauvaise figure



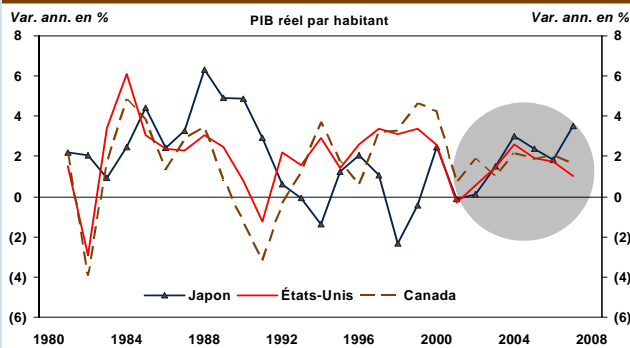
Sources : Statistique Canada, U.S. Census Bureau et Desjardins, Études économiques

Encadré 3

Un choc démographique n'implique pas nécessairement une baisse du niveau de vie Une intensification en capital pourrait sauver la mise

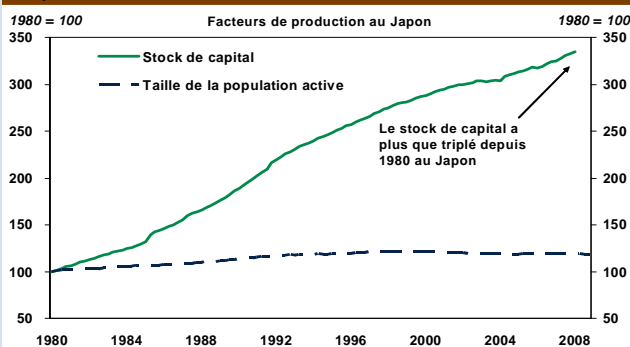
Il est intéressant de constater que malgré la diminution de la population active au Japon, la progression du PIB réel par habitant (une mesure du niveau de vie) continue de se comparer à celle des autres pays comme, par exemple, celle du Canada et des États-Unis (graphique 16). La thèse voulant qu'une population vieillissante ait des conséquences néfastes sur les autres déterminants de croissance du niveau de vie n'est pas vérifiée avec le cas nippon. Le pays a réussi à maintenir une bonne croissance de son stock de capital productif au cours des 30 dernières années alors que sa population active a plafonné et amorcé un léger repli dernièrement (graphique 17).

Graphique 16 – La croissance du PIB réel par habitant n'est pas affectée par le vieillissement de la population au Japon



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

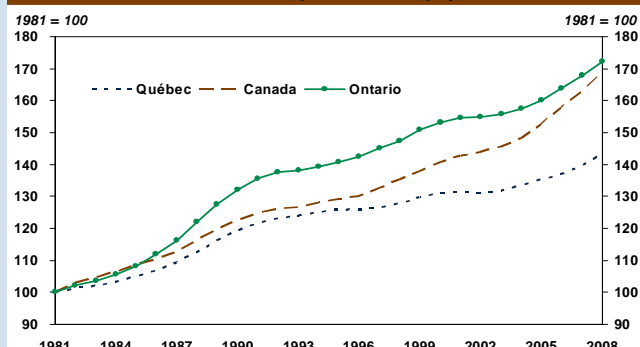
Graphique 17 – Faute de travailleurs, l'augmentation du capital peut assurer la croissance de l'économie et du niveau de vie



Sources : Statistics Bureau of MIC et Desjardins, Études économiques

Le Québec, dont la taille de son bassin de main-d'œuvre (population de 15 à 64 ans) est appelée à croître de moins en moins rapidement puis à décroître dès 2014, pourra plus difficilement voir son niveau de vie (mesuré par le PIB par habitant) augmenter comme avant. Selon les tendances récentes, le stock de capital progresse plus lentement au Québec (graphique 18). Il y a définitivement une opportunité à saisir de ce côté afin de compenser les effets de la rareté de travailleurs qui se pointe à l'horizon. Les voisins immédiats du Québec font déjà bien mieux à cet égard.

Graphique 18 – Le stock de capital augmente moins rapidement au Québec qu'ailleurs au pays



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

sans diplôme secondaire est supérieure à 20 %, alors qu'elle est bien en deçà de cette marque en Ontario, au Canada et aux États-Unis (graphique 15 à la page 10). Un retard est aussi apparent du côté des grades universitaires en dépit des frais de scolarité beaucoup plus bas qu'ailleurs. Environ 20 % des Québécois obtiennent un diplôme, ce qui est moins que le pays et la province voisine. Aux États-Unis, le pourcentage est presque deux fois plus important. Ce pays dispose donc, au départ, d'un bassin de travailleurs de compétences de pointe relativement plus important, lui conférant une longueur d'avance au chapitre de l'innovation. Voilà ce qui alimente une croissance plus forte de la productivité américaine. Il importe donc de régler rapidement les problèmes de décrochage

scolaire au Québec. Le plan déposé récemment par le gouvernement du Québec va d'ailleurs en cette direction¹⁷.

Au cours des dernières années, l'état précaire des finances publiques du Québec a affecté le secteur de l'éducation. Le sous-financement chronique des universités s'est traduit par une certaine détérioration de la qualité de l'enseignement et de la recherche. Les universités assurent une grande partie de la base scientifique du Québec¹⁸. Les travaux de recherche

¹⁷ Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, « L'école j'y tiens - Tous ensemble pour la réussite scolaire », Septembre 2009.

¹⁸ BERNARD, LANDRY, « Regard sur les enjeux économiques du Québec », Novembre 2004.

peuvent contribuer, entre autres, à l'avancement technologique des entreprises. Par la diffusion et la création des connaissances, les universités jouent un rôle essentiel dans l'augmentation de la productivité de l'économie¹⁹. Le gouvernement devra remettre au centre de ses priorités l'éducation pour mieux préparer les jeunes générations à relever les immenses défis économiques qui les attendent. Cela n'exclut pas une augmentation des frais de scolarité universitaire qui devra être accompagnée d'une contribution plus importante de l'État. Il s'agit là d'un choix de société. Choisir l'éducation, c'est se tourner vers l'avenir et donner un tremplin à l'innovation basée sur l'économie du savoir et de la recherche fondamentale.

LA FAIBLESSE DES INVESTISSEMENTS NUIT À LA PRODUCTIVITÉ

Afin de juger de la capacité d'une économie à accroître sa productivité, il importe de faire le point sur l'investissement en machine et équipements. Il existe également un lien avec l'investissement en immobilisations (bâtiments), mais ce sont les sommes allouées directement à l'amélioration de chacune des étapes de production qui dominent au chapitre des gains de productivité. Elles permettent de rehausser l'efficacité des entreprises ce qui, au bout du compte, les rend plus compétitives. En permettant au stock de capital productif d'augmenter, l'investissement constitue aussi une façon de maintenir une bonne progression du niveau de vie dans le contexte de baisse prévisible de la population active (encadré 3 à la page 11).

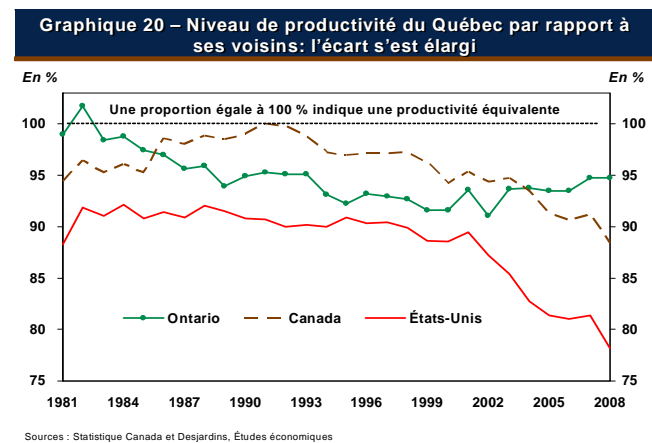
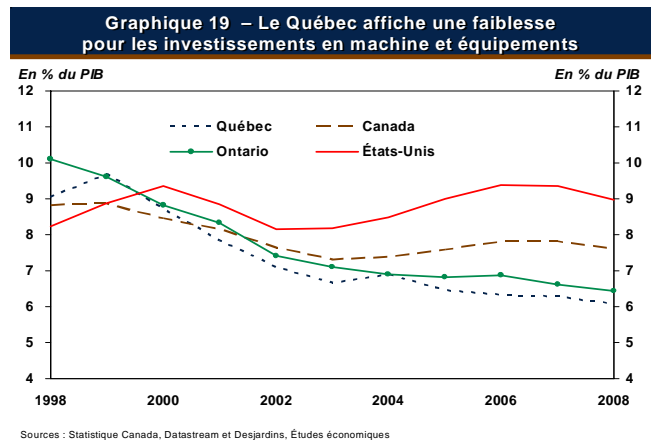
Selon le rapport Fortin, le classement mondial du Québec en matière d'investissement en machine et équipements n'est pas très reluisant. Dans la première moitié des années 2000, le poids relatif des investissements en équipements de production dans l'économie s'est avéré extrêmement faible puisque le Québec occupait la 19^e position parmi un classement de 21 pays membres de l'OCDE. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la province accuse un retard chronique au chapitre de la productivité. Plus près de nous, lorsque la performance du Québec est comparée avec les autres provinces canadiennes et les États-Unis²⁰, le constat est tout aussi désolant. Sur une période de cinq ans, le Québec est devancé par toutes les autres économies à l'exception de Terre-Neuve et de la Colombie-Britannique. À l'échelle nord-américaine, le Québec investit peu en machine et équipements par rapport à la taille de son économie. L'investissement privé affiche un retard persistant au Québec depuis une quinzaine d'années.

¹⁹ Voir le *Point de vue économique* « La prospérité future passe inévitablement par les universités – Par la diffusion et la création des connaissances, les universités jouent un rôle essentiel dans l'augmentation de la productivité », 19 novembre 2008.

²⁰ Voir le *Point de vue économique* « Économie du Québec : l'investissement privé au cœur de la bataille de la productivité – Un rattrapage s'impose pour assurer notre prospérité », 21 avril 2008.

Le taux d'investissement en machine et équipements est même nettement inférieur à celui du Canada, de l'Ontario et des États-Unis. La performance des Américains s'appuie toutefois par les investissements massifs dans les TIC (technologies de l'information et des communications).

La sous-performance relative du Québec date toutefois du début des années 2000 (graphique 19), ce qui coïncide avec l'élargissement des écarts de productivité par rapport à ses principaux partenaires commerciaux (graphique 20). Au début des années 1990, lorsque le taux d'investissement privé en machine et équipements du Québec surpassait celui du Canada, sa productivité était équivalente. Le lien entre l'achat d'équipements neufs visant à moderniser les installations et la productivité ne peut être plus clair. Il importe donc de corriger rapidement le tir à ce chapitre.



Le Québec souffre donc d'un sous-investissement du secteur privé en ce qui a trait à la modernisation des entreprises. Étant donné que la province affiche un retard au niveau de la productivité en regard de ses principaux partenaires commerciaux, cette tendance doit être rapidement renversée. Le Québec doit mettre les bouchées doubles afin d'accélérer l'investissement productif des entreprises. La province doit non seu-

lement rattraper le terrain perdu, mais également se hisser dans le peloton de tête afin d'accroître sa compétitivité à l'échelle nord-américaine et également de la planète. Dans un contexte de globalisation des marchés, le Québec doit prendre un virage pour être plus concurrentiel à la fois sur la scène nationale et internationale. Dans le secteur manufacturier, les investissements ont baissé de façon notable au cours des dernières années. L'appréciation du dollar canadien ainsi que l'intensification de la concurrence internationale ont fragilisé la rentabilité des fabricants. Cela s'est traduit par une vague de mises à pied, par une réduction des investissements et, malheureusement, par des fermetures d'usines. Ce contexte difficile aurait pourtant nécessité un coup de barre afin de moderniser les installations pour mieux affronter la concurrence féroce des pays émergents.

LA FISCALITÉ DÉCOURAGE ENCORE L'INVESTISSEMENT

La taxe sur le capital, particulièrement lourde à supporter lors de temps difficiles, a certainement découragé les fabricants à investir. Cette forme d'imposition a le désavantage de s'appliquer, en outre, sur le capital emprunté de l'entreprise, qu'elle fasse des profits ou non, ce qui alourdit leur fardeau fiscal en cette période charnière. La décision du gouvernement du Québec d'abolir complètement cette forme de taxe à l'investissement productif dès le dépôt du Budget 2008-2009 pour les manufacturiers doit être saluée. Les fabricants auront ainsi plus d'argent pour investir tandis que ceux qui éprouvent des difficultés financières ne seront plus pénalisés.

D'ici la fin de 2010, la taxe sur le capital sera éliminée pour toutes les entreprises. Comme les autres provinces et la majorité des États américains ont déjà aboli cette taxe au cours des dernières années, le Québec continuera d'être pénalisé jusque-là. Outre le secteur manufacturier, la fiscalité des entreprises décourage encore l'investissement au moment où il faudrait plutôt l'encourager. Comme l'ont déjà compris les autres provinces, on ne peut plus se permettre d'attendre pour agir. En fait, une refonte complète de notre système fiscal, qui devra passer par une tarification accrue des services publics et une révision du rôle de l'État, doit être envisagée. L'élimination graduelle de la taxe sur le capital représentera un manque à gagner important pour les revenus du gouvernement du Québec, soit deux milliards de dollars pour l'exercice budgétaire 2011-2012. Une diminution, voire une abolition des autres charges fixes comme la taxe sur la masse salariale qui décourage la création d'emplois doit aussi être envisagée, quitte à rehausser l'impôt sur les bénéfices des entreprises. Si le gouvernement va dans cette direction, les entreprises seraient moins pénalisées lors des périodes difficiles tandis qu'elles contribueraient davantage aux recettes fiscales de l'État lors des périodes d'expansion. Bien entendu, l'effet stabilisateur des charges fixes a l'avantage de rendre plus prévisibles les entrées fiscales du gouvernement du Québec et assure un

certain coussin au niveau des finances publiques. La productivité, qui passe par une intensification des investissements des entreprises, doit devenir une priorité pour contourner les effets du choc démographique sur la croissance économique.

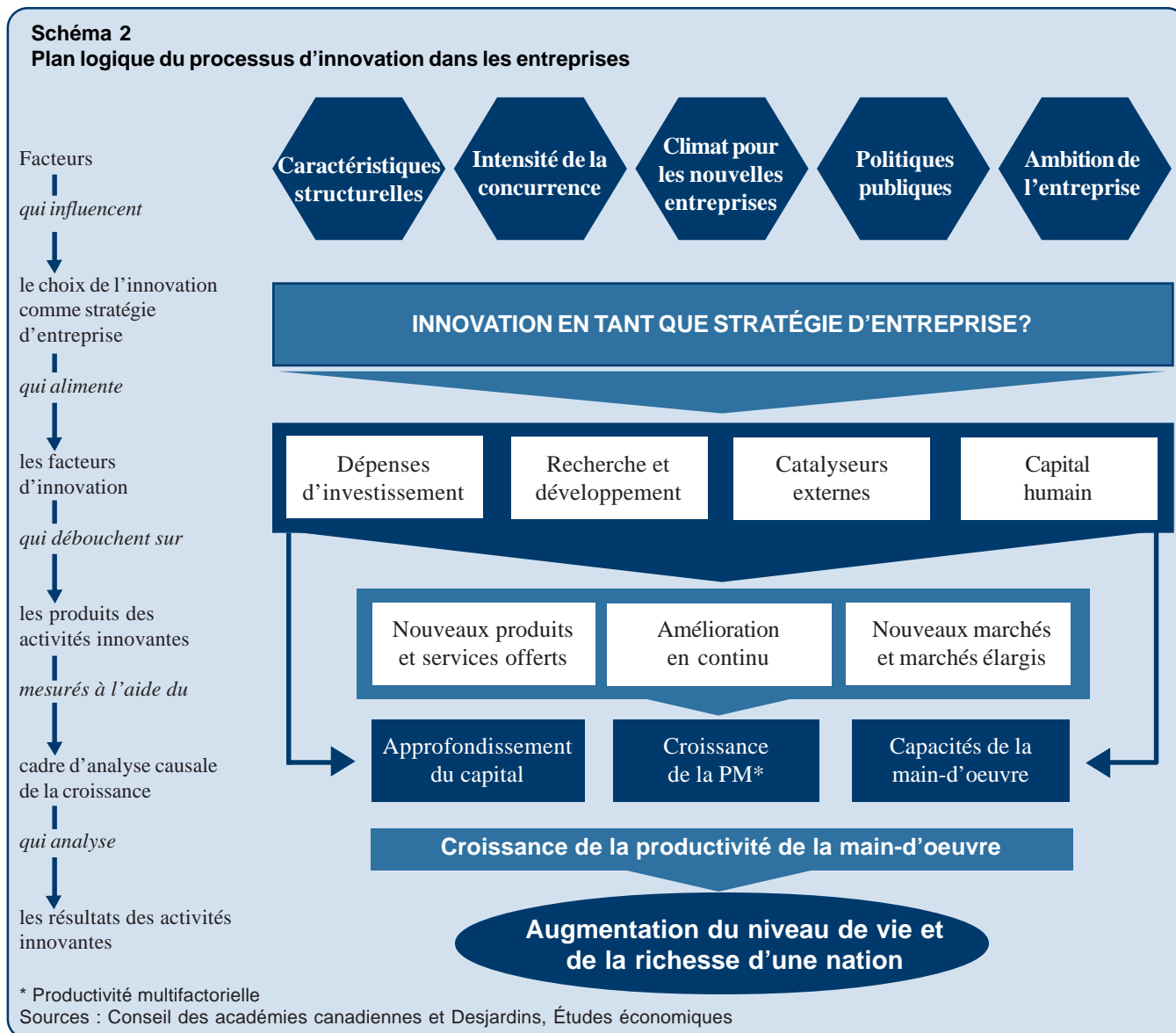
LA RÉGLEMENTATION : UN FREIN POUR LA PRODUCTIVITÉ

La réglementation gouvernementale permet entre autres de veiller au bon fonctionnement des marchés et d'assurer la sécurité publique. Cependant, bien qu'elle soit nécessaire, une question doit être posée : quel est le niveau de réglementation optimal devant être imposé aux entreprises? Celle-ci engendre des distorsions dans le système économique puisqu'elle entraîne des coûts en temps et en argent qui ne peuvent être consacrés à l'amélioration de la productivité de l'entreprise. Les coûts indirects sont nombreux, il peut s'agir, entre autres, de retarder l'entrée sur le marché d'un nouveau produit ou de décourager l'innovation. La réglementation peut varier d'une province à l'autre en raison de concentrations industrielles différentes, certains secteurs nécessitant plus de réglementation. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a évalué en 2005 que celle provenant des trois paliers de gouvernement coûtait 8,1 milliards aux entreprises québécoises, l'équivalent de 3 % de son PIB, reléguant le Québec au dernier rang des provinces canadiennes. La moyenne des provinces était de 2,6 % tandis qu'en Ontario, les coûts représentaient 2,5 % de son PIB.

Entre 2001 et 2004, le gouvernement du Québec a réduit de 20 % le coût des formalités administratives pour les entreprises et s'est engagé à les réduire à nouveau de 20 % d'ici la fin de 2010. Bien qu'un niveau optimal soit difficile à établir, le gouvernement du Québec doit s'engager fermement à la réduction de ce fardeau afin de rester compétitif et, par ricochet, augmenter la productivité. Même si le niveau de réglementation ne constitue pas un élément-clé de la productivité, il contribue à établir un climat favorable pour la croissance de celle-ci. Même si l'allégement de la réglementation constitue une avenue pour soutenir la productivité, elle peut être nécessaire dans certains cas pour favoriser la recherche. L'attribution de brevets dans le secteur pharmaceutique en est un bon exemple.

INNOVATION : LE RÔLE DES ENTREPRISES EST DÉTERMINANT

Bien que le constat des éléments rattachés à la productivité soit bien campé à un niveau macroéconomique, soit pour l'économie dans son ensemble, il importe de dresser un portrait plus pointu afin que les entreprises puissent concrètement identifier des façons de rehausser leur productivité. La stratégie de chacune peut être différente, tout dépendant du secteur d'activité.



Le rapport du Conseil des académies canadiennes a clairement identifié des solutions pour y arriver. Les entreprises doivent d'abord dresser un plan d'action pour rassembler les ressources qui leur permettront d'être plus novatrices. Il peut s'agir de regrouper une équipe d'employés hautement qualifiée, d'investir dans la formation du personnel ou en machine et équipements, de démarrer ou d'intensifier les efforts en R&D, d'avoir recours à des entreprises externes à titre de consultant ou de fournisseurs. Cela peut même passer par l'acquisition de droits ou par un partenariat avec d'autres entreprises ou même par les centres publics de recherche et les universités.

Toujours selon le rapport du comité d'experts en innovation, l'ambition des entreprises constitue la clé. Pour les nouvelles

entreprises, l'accès au financement à des diplômés hautement qualifiés et à des partenaires potentiels sont des aspects importants. Pour les entreprises bien établies, le choix d'une stratégie axée sur l'innovation dépendra du secteur d'activité et de la localisation géographique de celui-ci.

C'est surtout l'intensité de la concurrence locale et mondiale qui influencera le degré d'innovation, bien que les politiques publiques (réglementation, fiscalité, programmes d'aide, etc.) puissent jouer un certain rôle. L'attitude des dirigeants d'entreprises face à l'innovation visant à améliorer les produits fabriqués ou les services rendus, par le biais de l'amélioration d'une ou de plusieurs étapes du processus de production, est déterminante.

Le schéma 2 à la page 14 permet de mieux cerner toutes les relations et surtout toute la chaîne de facteurs qui influencent le degré d'innovation des entreprises ainsi que l'effet sur les composantes de la productivité qui, en fin de compte, se traduit par une augmentation du niveau de vie et de la richesse d'une nation. Le défi de la productivité est donc très large puisqu'il interpelle tous les milieux. Une amélioration de celle-ci repose sur des actions concrètes adaptées à la réalité de chacune des entreprises tandis que le rôle des gouvernements est d'établir des conditions qui encouragent l'innovation.

SANS ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ, LES CHOIX DE SOCIÉTÉ SERONT DÉCHIRANTS

En somme, les gains de productivité sont considérés comme une source d'amélioration du niveau de vie puisqu'ils profitent à l'ensemble des agents économiques. Les entreprises augmentent leurs profits, ce qui permet en général de verser de meilleurs salaires aux travailleurs. Puis, à son tour, les revenus des gouvernements augmentent ce qui permet de maintenir la qualité des services publics. En fait, les gains de productivité sont à la base de toute la dynamique de la croissance de l'économie et de l'enrichissement de ses citoyens. Compte tenu des perspectives démographiques défavorables qui se traduiront bientôt par une baisse de la population active, la progression du PIB réel reposera uniquement sur les gains de productivité. Si rien n'est fait pour les accélérer, l'économie du Québec tombera en mode quasi-stagnation entraînant une panne de la création de richesse et, conséquemment, une baisse du niveau de vie. Le rapport Fortin, qui a établi un classement du niveau de vie des 50 États américains et des dix provinces canadiennes place le Québec en queue de peloton. Seul deux États et trois provinces de l'Atlantique font moins bien que le Québec, qui ne peut se permettre de glisser davantage en ce qui a trait à son niveau de vie relatif.

Un affaiblissement de la croissance économique, jumelé à l'augmentation prévisible des coûts des services publics qui seront supportés par moins de contribuables actifs sur le marché du travail, aurait des conséquences majeures pour le Québec. L'état des finances publiques, déjà sur la corde raide avant la récession, se butera au vieillissement accéléré de la population et aux déficits déjà prévus au cours des prochaines années. Si la productivité s'accélère suffisamment et permet à l'économie de maintenir une cadence respectable, certains programmes sociaux pourront être maintenus tandis que d'autres seront de toute façon allégés. Il faudra néanmoins faire des choix de société qui annoncent un vif débat, particulièrement entre les générations, dont les préoccupations sont souvent divergentes, notamment au chapitre de la santé et de l'éducation. La productivité, c'est l'affaire de tous. Sans une amélioration de celle-ci, le Québec est condamné à faire des sacrifices énormes pour éviter un dérapage de ses finances

publiques. Une dette est supportable dans la mesure où les créanciers ont confiance en la capacité d'une économie de rencontrer ses obligations de paiements. À titre d'exemple, la Nouvelle-Zélande s'est fait rappeler à l'ordre au début des années 1980 et a dû sabrer dans ses programmes sociaux pour rétablir sa situation financière. Même le Canada et le Québec ont dû effectuer d'importantes compressions des dépenses publiques dans les années 1990, suite aux pressions des agences de notation financière. Vaut mieux s'y mettre tout de suite que d'attendre d'être acculé au pied du mur.

Face aux nombreux défis auxquels l'économie du Québec sera confrontée au cours des prochaines années, celui de rester dans la course au plan de la compétitivité mondiale s'avère incontournable. Le Québec est à la croisée des chemins sur plusieurs fronts : la désuétude des infrastructures publiques, le vieillissement démographique et le niveau d'endettement élevé de l'État, sans parler du haut niveau de décrochage scolaire²¹ et de la pauvreté²². Puisque la partie semble perdue d'avance en ce qui a trait au vieillissement de la main-d'œuvre, il est impératif de rehausser notre productivité pour éviter un ralentissement trop brutal de la croissance économique dans un proche avenir et, par ricochet, de notre niveau de vie. Certains grands projets novateurs, susceptibles d'attirer de l'extérieur de la main-d'œuvre de très haute qualité, pourraient toutefois atténuer le manque prévisible de travailleurs²³. Pour assurer sa prospérité future et maintenir la qualité des services publics offerts à la population, le Québec devra prioriser l'innovation et l'éducation afin de relever le défi de la productivité et maintenir plusieurs de nos acquis sociaux.

La productivité dépend d'un ensemble de facteurs (tableau 2 à la page 16). Il revient d'une part aux gouvernements de mettre en place un climat favorable à l'innovation en allégeant la réglementation ainsi que le fardeau fiscal des entreprises. Même si la taxe sur le capital sera abolie d'ici la fin de 2010, elle pénalise encore lourdement l'investissement au Québec, contrairement aux autres provinces et à la plupart des États américains. Le lien entre l'achat d'équipements neufs visant à moderniser les installations et la productivité est clairement établi : il importe donc de corriger rapidement le tir à ce chapitre.

²¹ MÉNARD, JACQUES, Rapport du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaire au Québec, « Savoir pour pouvoir : Entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire », 17 mars 2009.

²² NOREAU, JOËLLE, « Malgré la prospérité économique des années 2000, la pauvreté n'a pas disparue », Revue d'analyse économique Perspective, Mouvement Desjardins, Été 2009.

²³ Voir le *Point de vue économique* « Économie du Québec : les effets pervers du choc démographique sont à nos portes - Il importe d'agir maintenant pour amoindrir les conséquences sur le marché du travail », 13 août 2008.

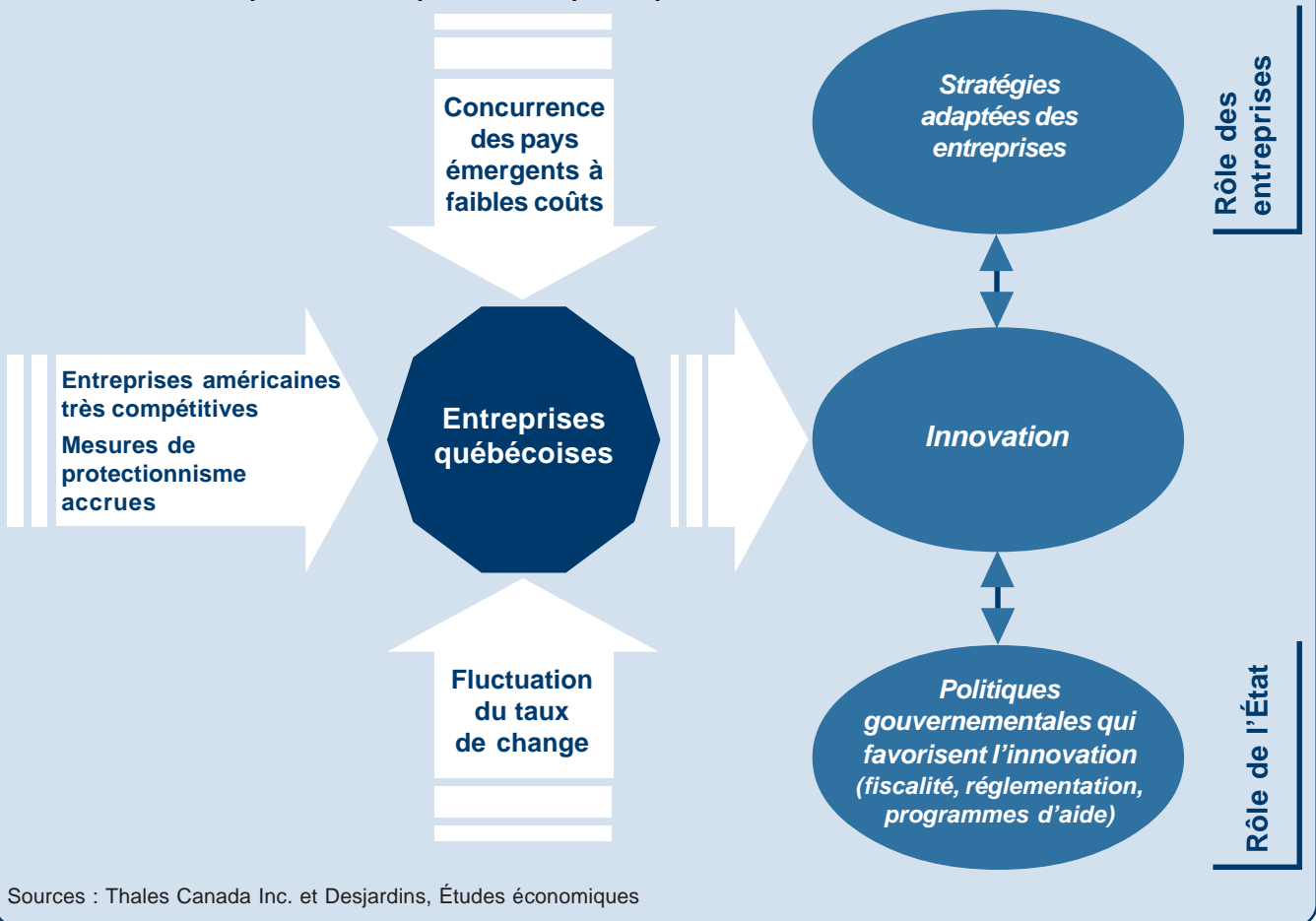
Tableau 2 Sur quels leviers le Québec doit-il agir pour rehausser sa productivité?

Leviers				
Innovation des entreprises	Dépenses en R&D	Investissements en machine et équipements	Éducation	Réglementation
Constats				
Faille importante du Canada et du Québec au niveau international	Le Québec fait très bien à ce chapitre à l'échelle internationale	Le Québec est à la traîne au niveau mondial et nord-américain	Le Québec affiche encore certaines lacunes au niveau de la scolarité	Le Québec se classe au dernier rang des provinces canadiennes pour le coût relatif de la réglementation
Pistes d'amélioration				
L'innovation doit faire partie intégrante de la stratégie des entreprises Améliorer la gestion des entreprises afin d'être plus efficace à chacune des étapes du processus global Impliquer davantage les employés pour améliorer les façons de faire et établir un cadre qui favorise l'émergence de nouvelles idées Établir un plan d'action pour rassembler les ressources axées sur l'innovation et la créativité (employés hautement qualifiés, investissements ciblés en équipements ou en R&D, partenariat-clé, etc.) Développer de nouveaux créneaux ou niches pour se démarquer à l'échelle internationale	Maintenir le régime fiscal avantageux (crédits d'impôt) Les sommes investies doivent davantage dépasser le cadre de la recherche (meilleures applications des découvertes au sein des industries) Intensifier le partenariat entre les entreprises et les universités ainsi qu'avec les laboratoires de recherche	Revoir notre système fiscal pour encourager davantage l'investissement (éliminer rapidement la taxe sur le capital) Faire la démonstration et la promotion de la nécessité d'investir à long terme en machine et équipements	Régler rapidement le problème de décrochage scolaire Remettre l'éducation au centre des priorités par le biais d'un financement accru à tous les niveaux et particulièrement l'université	Alléger davantage le fardeau administratif des entreprises Maintenir une réglementation adéquate pour favoriser la recherche Mettre en place les conditions pour augmenter la flexibilité du marché du travail

Source : Desjardins, Études économiques

Les crédits d'impôt du gouvernement provincial, qui favorisent les dépenses en recherche et développement, méritent cependant d'être maintenus puisque notre classement à ce chapitre est excellent sur l'échiquier mondial. Cependant, cette mesure à elle seule ne sera pas suffisante pour effectuer le virage nécessaire au chapitre de la productivité. Les sommes

investies doivent davantage dépasser le cadre de la recherche afin de rehausser l'efficacité des entreprises. Pour ce faire, la collaboration entre le milieu universitaire et les entreprises, ou encore avec les organismes publics de recherche industrielle doit être intensifiée.

Schéma 3**L'innovation, la seule porte de sortie pour les entreprises québécoises**

Au-delà du climat plus propice à l'innovation qui peut être mis en place par les gouvernements, l'innovation doit prendre une plus grande place dans la stratégie de croissance des entreprises (schéma 3). Étant donné la vigueur du dollar canadien et la pénétration accrue des pays émergents sur le marché local, les entreprises dont les secteurs sont les plus exposés à la concurrence internationale ne pourront survivre qu'en devenant beaucoup plus productives. Les entreprises doivent intensifier leurs efforts d'innovation en développant de nouveaux créneaux pour se démarquer sur l'échiquier mondial. Comme l'innovation constitue le principal moteur de la

productivité, elle doit être au cœur des politiques publiques et des stratégies des entreprises. Pour ce faire, une contribution accrue des travailleurs est essentielle. L'emphase doit être également mise sur la main-d'œuvre, par le biais d'une amélioration du système d'éducation et par la formation continue qui interpelle aussi les entreprises. La clé de la prospérité pour l'économie du Québec : rehausser les efforts d'innovation tout en misant davantage sur l'éducation.

François Dupuis

Vice-président et économiste en chef

Hélène Bégin

Économiste senior

Hendrix Vachon

Économiste